

Sous prétexte de dénoncer les nouvelles forces réactionnaires occupées à renier leurs amours d'hier, ici la révolution confondue avec la terreur ou le totalitarisme, Mayer s'emploie à expliquer, voire justifier, "*les furies révolutionnaires*" à partir d'une étude comparative entre Révolution française et Révolution bolchevique. Selon lui, des deux visages de la révolution, dystopie (négatif) et utopie (positif), la première aurait éclipsé la seconde avec l'idée, chère à Hannah Arendt, que "*si la liberté est plus grande dans les pays qui n'ont jamais connu la révolution, alors la révolution était inutile et sans fondement*". Aussi, Mayer s'emploie sur 700 pages non pas à nier la terreur, mais à la replacer dans un contexte de guerre civile où la réaction fait figure d'accusée. A partir d'une méthode surprenante – un assemblage de textes non discutés, tous tirés d'ouvrages ayant la même ligne de pensée et dont la parution s'arrête avant l'ouverture des archives soviétiques –, l'auteur postule que la violence et la terreur révolutionnaires résultent en grande partie de la peur, de la vengeance et de l'arriération des masses en matière de superstition, de tradition et de religion:

*"Mais on ne peut nier qu'historiquement, la terreur a été une propriété essentielle de la révolution, inhérente de surcroît à sa dynamique. A l'instar de la violence, la terreur est interactive, et l'on peut affirmer sans risque que dans le sillage des révoltes de 1790 et de 1917, il n'y aurait pas eu de terreur si la résistance intérieure et extérieure, ne s'était montrée aussi opiniâtre et aussi intransigeante." (Mayer, p.86)*

Il semble ainsi vouloir reprendre à son compte, mais en la retournant pour mieux rejeter les hypothèses de Arendt sur le lien idéologie/totalitarisme, la thèse de Guglielmo Ferrero sur la peur comme moyen d'affirmation d'un pouvoir dans un contexte politico-social inédit, pour ce dernier la révolution française :

*"Parce que, à la fin du XVIIIème siècle, un des premiers peuples de l'Europe a refusé pendant six semaines l'obéissance, il a provoqué une espèce d'apocalypse révolutionnaire qui dure depuis plus d'un siècle et demi, qui menace de s'étendre à tout le globe, après avoir dévasté l'Europe, et de détruire tout.[...] Ce fut une panique effroyable, la première "grande peur" de l'histoire moderne, qui éclata en quelques jours, d'un bout à l'autre de la France. [...]. Avec la grande peur des masses, effrayées par leur révolte, commence la grande peur de toute la société, effrayée par la révolte des masses; la grande peur de la Cour, de l'Assemblée Nationale, de la noblesse, du clergé, du Tiers-état Grands et humbles, riches et pauvres, savants et ignorants, tous sont saisis ensemble par la même terreur, maintenant que la loi est tombée, que personne n'est plus garanti en rien, que tout est possible [...]. C'est ainsi que le Génie de l'Ancien Régime et le Génie de la Révolution, le principe de la légitimité aristo-monarchique et le principe de la légitimité démocratique se sont déclaré la guerre. Et l'insomnie du monde a commencé." (Ferrero, Pouvoir, Livre de poche, 1988, p. 86 )*

Certes, Ferrero retient la peur comme accélérateur de la déconstruction d'un ordre social et comme nourriture du chaos, mais c'est pour mieux s'interroger sur les modalités de légitimation d'un pouvoir – c'est-à-dire la justification du droit de commander – au moment d'une rupture radicale avec le passé. Que le pouvoir repose sur le principe électif, le principe héréditaire, le principe aristo-monarchique ou le principe démocratique, il ne peut asseoir sa

légitimité sans un minimum de congruence entre sa politique et les mœurs, la culture, la science, la religion et l'économie d'une époque donnée : "*Un gouvernement est donc légitime, si le pouvoir est attribué et exercé d'après des principes et des règles acceptés sans discussion par ceux qui doivent obéir*" (Ferrero, p. 134). Ce qui signifie pour l'auteur, que les principes de légitimité d'un gouvernement se transforment en même temps que la société, et donc qu'une nouvelle forme de pouvoir a besoin de temps pour se confondre à cette dernière. C'est ce que Ferrero nomme "*phase de prélégitimité*" qui correspond à une sorte de mise à l'épreuve à la fois du gouvernement et des masses. De ce point de vue, le seul moyen pour un pouvoir innovateur de forger sa légitimité serait de trouver un compromis entre passé, présent et futur, entre forces contradictoires, sans pour autant aliéner sa volonté de transformation. Or la révolution se veut le plus souvent rupture radicale, "*révolte contre la loi*", "*haine et mépris de la légalité*". Une situation de vide institutionnel où la peur généralisée, engendrée par la destruction des piliers de la société historique, gagnerait rapidement l'ensemble du corps social, jusqu'au dictateur dont le pouvoir découle du viol du principe de légitimité : "*Si le pouvoir conquis par un coup d'Etat avait la diabolique puissance de remplir d'effroi celui qui s'en est emparé, avant même d'effrayer les autres?*" (Ferrero, p. 14). La violence, pouvant aller jusqu'à la terreur, trouverait alors naturellement sa fonction: éradiquer tout ce qui nie la légitimité du pouvoir révolutionnaire.

Mayer interprète ces "*furies*" comme des réponses aux résistances violentes de l'ordre ancien ou d'un ordre concurrent. Elles relèveraient donc de l'action extrême contre des pouvoirs se voulant légitimes, soit au nom de la tradition, soit au nom de la démocratie, soit au nom d'une autre conception de la révolution, basculant ainsi dans la contre-révolution. Dans cette logique, l'issue de cette confrontation passe obligatoirement par une guerre civile, moyen de dissocier les amis des ennemis : "*Les furies se nourrissent principalement de la résistance inévitable et naturelle des forces antagonistes. La contre-révolution est la seconde moitié de la révolution*" (Mayer p.20). La violence, ou la terreur, s'impose alors comme outil de destruction de l'autre, dans un contexte de guerre non pas entre des hommes, mais entre deux légitimités : l'une étant ici stigmatisée comme un mélange de tradition et d'idéologie, l'autre étant valorisée car inscrite dans la nécessité du moment, dans la connaissance des mécanismes sociaux, dans la conviction d'être dans le sens de l'histoire : "*la théorie du gouvernement révolutionnaire [donc opposée à l'idéologie] est aussi neuve que la révolution qui l'a amenée*" (citation de Robespierre in Mayer, p. 36). Mais l'analogie entre la thèse de Mayer et de Ferrero ne tient plus, quand le premier intègre à son schéma explicatif "*l'anti-révolution*", alors que le second décrit l'escalade dans la terreur, à partir de 1793, comme le résultat d'une rupture avec l'idée première de 1789, les Droits de l'Homme :

*La Constitution de l'an VIII et ses conséquences ne sont pas les développements de la Révolution commencée en 1789, mais son antithèse. La Révolution française n'est pas un bloc, mais un dualisme déchirant et inconciliable. Il y a deux révolutions françaises, dont l'une est la négation de l'autre: la première et la seconde; la grande et la petite; la Révolution de 89 et la Révolution de 99: la révolution des droits de l'Homme et la révolution de la Constitution de l'an VIII; la révolution libérale du régime représentatif, la révolution dictatoriale de l'Etat totalitaire; la révolution qui est fille du XVIIIe siècle et la révolution qui fut enfantée par la grande peur qui éclata après la bastille. Tant qu'on n'aura pas compris ce dualisme, l'histoire du monde occidental restera une énigme insoluble*" (Ferrero, p. 209)

Refusant de voir dans le coup d'Etat de Lénine l'élément déclencheur d'une histoire sanguinaire propre au communisme révolutionnaire, Mayer choisit

d'opposer la légitimité d'un groupe insurrectionnel à la légitimité révolutionnaire populaire. Obligé de reconnaître l'anéantissement rapide de la contre-révolution – en oubliant toutefois l'aide des diverses oppositions non-bolcheviques sur ce terrain – il ne lui reste que "l'anti-révolution", obstacle diffus et diversifié, pour conforter sa problématique:

*"En 1921-1922, la contre-révolution fut écrasée et bannie de Russie. Contrairement à la situation française de 1795, les exilés de l'intérieur ne refirent pas surface, les émigrés ne revinrent pas et, en Russie même, la droite renonça presque entièrement à contester le nouveau régime politique. En fait, la contre-révolution s'établit à l'étranger".* (Mayer, p.67)

Entré en réaction (l'auteur rejette le terme de résistance), le peuple serait devenu l'opposant le plus irascible, "*épice de la guerre civile sans lien obligatoire à la contre-révolution*". L'idéologie traditionnelle, enracinée dans les habitus populaires, s'était montrée plus solide que la classe dominante en elle-même. Mais en distinguant la contre-révolution de l'anti-révolution, Mayer marque – sans le vouloir – l'isolement d'un pouvoir révolutionnaire dont la légitimité ne se fonde en rien sur une reconnaissance populaire, mais sur le droit d'une classe mythique et sur un dogme à prétention scientifique. En maintenant la comparaison, trait à trait, avec la révolution française, et en ramenant la terreur à une pratique politique ancestrale, Mayer masque pourtant l'un des aspects les plus importants du bolchevisme, sa dimension professionnelle. En effet, comment un parti de révolutionnaires professionnels (Lénine avait retenu la leçon de Tchernychevski) aurait-il pu contourner la terreur, alors qu'il ne s'appuyait ni sur la bourgeoisie ni sur le peuple, mais sur un parti, dit prolétaire, déconnecté du monde ouvrier réel ? Faut-il ici rappeler que l'homme nouveau devait surgir de la nouvelle société, à bâtir, et donc que l'homme du peuple n'était pour les bolcheviks qu'un bâtisseur sans valeur, une simple force de travail. Cette volonté de sacrifier le présent à l'avenir est résumée par cette phrase illustratrice de Mayer: "*la rage de refaire le monde*". Les paysans, ouvriers et employés représentaient, malgré eux, l'obstacle majeur à un projet grandiose, fascinant, la concrétisation d'une utopie, la société communiste.

Le premier binôme révolution/contre-révolution comme creuset explicatif de la violence ne surprend personne, puisque Lénine l'avait inscrite dans ses tablettes, bien avant la prise du pouvoir, jugeant moral "*tout ce qui sert à détruire l'ancienne société des exploités*". Mais le second binôme révolution/anti-révolution l'était tout autant. La thèse de Mayer d'un Lénine surpris par le chaos de 1917, et donc obligé de rendre intempestif son programme politique et ses principes, ne peut être retenue. Comment, en programmant la destruction des structures de l'ordre ancien et des classes dominantes, aristocrate et bourgeoise, ce dernier pouvait-il ignorer qu'il créait ainsi une situation de vide et de misère pour une large partie de la société dans sa diversité sociologique et idéologique ? En fait, si le peuple a été l'objet privilégié de la terreur – situation reproduite dans la plupart des systèmes communistes – c'est parce qu'il représentait pour Lénine et son successeur une barrière quasi-naturelle au processus de déconstruction/reconstruction, un groupe anti-révolutionnaire par essence. Sur ce point, l'exemple de la famine de 1922 est frappant. Plutôt que de s'apitoyer sur le sort des vingt-neuf millions d'affamés, dont cinq millions ont péri, en dénonçant l'incurie d'une politique anti-paysanne, Lénine en perçut immédiatement les effets positifs: "*En détruisant l'économie paysanne attardée, la famine nous rapproche objectivement de notre but final, le socialisme, étape immédiatement postérieure au capitalisme*".

*La famine détruit la foi non seulement dans le tsar, mais même en Dieu* (Werth, Le livre noir du communisme I, p. 141).

Une fois en mains les révélations des archives sur la répression envers les élites communistes, environ 5% de la masse terrorisée, l'anti-révolution associée à la nécessité de la modernisation tombait à propos pour disculper la terreur bolchevique sur des populations en situation de refus face au dictat économique (distribution des terres compensée par la collectivisation du produit des cultures, militarisation de l'industrie, suppression du petit commerce) et aux nouvelles injonctions sur les libertés et la religion. Le couple modernisation/anti-révolution permet en effet à Mayer de doubler le rôle joué par le goulag : à la fois instrument de contrôle politique et élément vital des progrès de la croissance industrielle planifiée. Mais un goulag destiné à éradiquer l'opposition, puisque Mayer réfute l'idée d'un peuple globalement terrorisé – directement par la déportation ou l'élimination et indirectement par la peur de la répression – expliquant sa "*docilité*" par l'envergure d'un programme social de modernisation, certes précipitée, mais équilibrée par la promesse d'un bonheur prochain : "*Ce ne fut pas seulement par crainte du NKVD, mais grâce à l'emprise persistante de la promesse communiste de l'absence de programme de rechange crédible et de la solidarité face aux dangers extérieurs*" (Mayer, p. 564). Comment aurait-il pu en être autrement dans une société fermée où la propagande imposait sa vérité et où la possibilité d'expression et de comparaison avec l'extérieur étaient impossibles ?

Ce concept fourre-tout d'anti-révolution (arriération/peur), allié à la nécessité de la modernisation, lui permet de ramener certains événements tragiques comme Cronstadt (mars 1921) à une simple vengeance des opposants, payée chèrement par les bolcheviks avec "*10 000 tués, blessés ou disparus contre 600 pour les pertes rebelles*" (Mayer p. 343). Nicolas Werth présente un autre tableau de ce massacre. L'envoi à la mort de jeunes recrues de l'école militaire sans culture révolutionnaire, encadrées par les groupes spéciaux de la Tcheka, ne doit pas faire oublier que la révolte de Cronstadt était purement revendicative, que les archives font état, pour avril et juin 1921, de 2103 condamnations à mort, de 6459 condamnations à des peines de prison ou de camp, que 2000 ouvriers et militants furent arrêtés avant l'assaut, que plusieurs centaines d'insurgés furent passés par les armes dans les jours qui suivirent leur défaite et que 8000 personnes, qui avaient réussi à fuir vers la Finlande juste avant la prise de Cronstadt, pour revenir en Russie en 1922 sous promesse d'amnistie, se sont retrouvées dans les camps où très peu sont revenues (Werth, Le livre noir I, p. 129). Il en est de même pour les 6 millions de morts de la grande famine de 1933, rationnellement planifiée par Staline (Cf. Werth, Conquest, Dolot), qui devient avec Mayer une catastrophe conjoncturelle au même titre que la famine irlandaise : "*la famine irlandaise de la deuxième moitié des années 1840, qui vit périr un million d'habitant sur huit, constitue un parallèle beaucoup plus proche que le judéocide des années 1940*" (Mayer, p. 541).

Ces crimes de masses, tenus secrets contrairement aux grands procès – "*événement spectacle, mais aussi événement écran*" selon Nicolas Werth –, relèvent d'une vaste opération d'ingénierie et de purification sociale avec "*ses groupes-victimes, ses quotas d'exécution, ses objectifs chiffrés et codés d'individus à réprimer en première ou en seconde catégorie, ses suppléments ratifiés ou non-ratifiés*" (Werth, "repenser la terreur", Débats décembre 2002). En fait, la répression bolchevique fut planifiée, chiffrée, au même titre que la production: on produit x tonnes d'acier ou de charbon; on détruit x milliers d'ennemis du communisme. L'exemple-type de ce comportement rationnel est celui de Khrouchtchev, patron de l'organisation locale du parti communiste à Moscou, qui, dans un télégramme à Staline du 10 juillet 1937, propose de faire

exécuter 8500 individus "*socialement nuisibles*" et d'exiler 32805 autres "*éléments moins dangereux*" (Werth, "Repenser la terreur", Débats, décembre 2002).

En se fixant sur "l'anti-révolution", Mayer refuse tout simplement de reconnaître la non-légitimité du pouvoir des bolcheviks et d'une politique figée sur un projet utopique à mille lieux de la population réelle. La terreur, la faim, la tragédie de la seconde guerre mondiale, la fermeture des frontières, le mensonge, la propagande, le culte du chef, autant de moyens pour briser une société dont la majorité avait cru en la révolution de février 1917 pour rompre avec la répression tsariste et la misère engendrée par un système plus féodal que bourgeois. Sur ce point, Nicolas Werth nous permet de conclure : "*En quelques semaines, la Tcheka à elle seule avait exécuté deux à trois fois plus de personnes que l'Empire tsariste n'en avait condamné à mort en quatre-vingt-douze ans et qui, condamnées à l'issue de procédures légales, n'avaient pas toutes été exécutées, une bonne partie des sentences ayant été commuées en peine de travaux forcés*" (Werth, Le livre noir I, p. 91).